

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure  
de respecter les prescriptions applicables  
Société VALORISOL  
Commune de Villeneuve-les-Sablons**

**LE PRÉFET DE L'OISE**  
Chevalier de l'ordre national du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-8, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, notamment :

*Annexe 3.1 Point 1<sup>er</sup>- Capacité de stockage appropriée :*

Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment :

- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ;
- la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;
- le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.

Vu l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2013 autorisant la société VALORISOL à exploiter une installation de fabrication de compost sur le territoire de la commune de Villeneuve-les-Sablons ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 octobre 2020 modifiant les prescriptions encadrant le fonctionnement des installations de la société VALORISOL sur la commune de Villeneuve-les-Sablons, notamment :

Article 8.1.4.2 de l'annexe 1 : (...) L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau des stockages des matières entrantes ou lors des phases de fermentation ou de maturation.

La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres.

La hauteur peut-être portée à 5 mètres si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet sur la composition du compost. (...)

*Article 1.5.1 de l'annexe 1*

Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation.

Est regardée comme substantielle la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° en constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 ;

2° ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires du 28 mai 2024 et du 23 janvier 2025 modifiant les prescriptions encadrant le fonctionnement des installations de la société VALORISOL sur la commune de Villeneuve-les-Sablons ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le rapport du 7 novembre 2025 de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite d'inspection du 16 octobre 2025, il a été constaté que la hauteur des andains de matières fermentescibles dépassent les 3 mètres ;
2. ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 8.1.4.2 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 octobre 2020 susvisé ;
3. lors de la visite d'inspection du 16 octobre 2025, il a été constaté qu'aucune mesure n'était prise pour éviter/alerter sur l'accumulation des matières. Ainsi la quantité de matières premières admises en 2025 dépasse depuis le mois d'octobre la quantité annuelle de matières autorisées à être traitées sur le site qui est de 30 000 t/an ;
4. ce constat constitue un manquement aux dispositions du point I e- Capacité de stockage de l'annexe 3.1 l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé ;
5. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où un dépassement des capacités de stockage et une hauteur des andains non respectée, en cas d'incendie, compliquent l'intervention des services d'incendie et de secours (augmentation de la surface d'étalement des andains pour faciliter leur extinction) ;
6. lors de la visite d'inspection du 16 octobre 2025, il a été constaté qu'un nouveau bâtiment avait été construit en 2025 et que le plan du site présentait des modifications d'ordre fonctionnel avec plusieurs ajouts de zones de stockage ;
7. ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 1.5.1 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 octobre 2020 susvisé ;
8. ce manquement constitue une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où en cas de modifications des modalités d'exploitation de l'installation, l'inspection doit pouvoir juger du caractère substantiel de ces modifications et de la nécessité de renforcer le cadre prescriptif ;

9. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société VALORISOL de respecter les prescriptions des articles 1.5.1 et 8.1.4.2 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 octobre 2020 susvisé et les prescriptions du point I e- Capacité de stockage de l'annexe 3.1 l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société VALORISOL, exploitant une installation de valorisation de déchets verts et des déchets de sous-produits animaux de catégorie 3 en compost sur la commune de Villeneuve-les-Sablons, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1.5.1 et 8.1.4.2 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 octobre 2020 susvisé **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté en respectant une hauteur de 3 mètres des tas en fermentation et maturation (ou de 5 mètres si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet sur la composition du compost).

### **Article 2 :**

La société VALORISOL, exploitant une installation de valorisation de déchets verts et des déchets de sous-produits animaux de catégorie 3 en compost sur la commune de Villeneuve-les-Sablons, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1.5.1 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 octobre 2020 susvisé **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté en portant à la connaissance du préfet les évolutions mises en place sur le site.

### **Article 3 :**

La société VALORISOL, exploitant une installation de valorisation de déchets verts et des déchets de sous-produits animaux de catégorie 3 en compost sur la commune de Villeneuve-les-Sablons, est mise en demeure de respecter les dispositions du point I e- Capacité de stockage de l'annexe 3.1 l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé, **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

En mettant en place des mesures afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment :

- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ;
- la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;
- le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.

### **Article 4 :**

Dans le cas où les obligations prévues aux articles 1, 2 et 3 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

## **Article 5 :**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

L'autorité préfectorale peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

## **Article 6 :**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Villeneuve-les-Sablons pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Villeneuve-les-Sablons fait connaître, par procès verbal adressé à l'autorité préfectorale, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## **Article 7 :**

Le Secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de la commune de Villeneuve-les-Sablons, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, le directeur départemental des territoires de l'Oise, et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **15 DEC. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

## **Destinataires**

La société VALORISOL

Le maire de la commune Villeneuve-les-Sablons

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

L'inspectrice de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France